

BOURG-EN-BRESSE Société

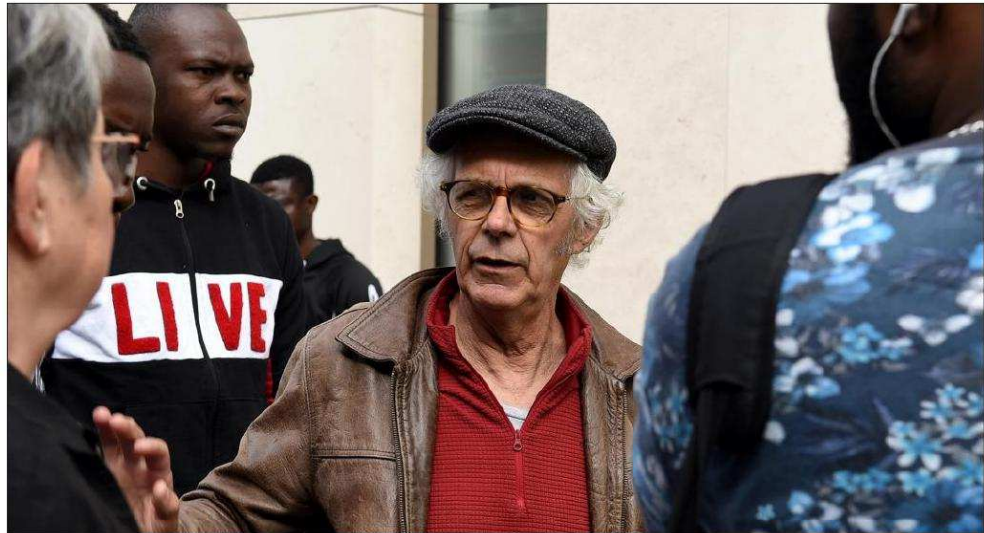
Trêve hivernale : le collectif Solidarité migrants réclame des solutions

À trois semaines de la fin de la trêve hivernale, le collectif Solidarité migrants demande aux services de l'État de trouver des solutions d'hébergement pour les migrants sous le coup d'un arrêté d'expulsion. De son côté, la préfecture affirme « examiner la situation de chacune de ces personnes ».

« On ne sait pas ce qu'ils vont devenir. » À l'approche de la fin de la trêve hivernale, empêchant toute expulsion locative, le collectif Solidarité migrants s'inquiète du sort qui sera réservé à la vingtaine de migrants squatters d'une maison vide de l'avenue du Mail, sous le coup d'un arrêté d'expulsion. Le 31 mars, Bourg Habitat, propriétaire de la maison occupée, sera en droit de demander l'intervention de la force publique pour les déloger.

« Où vont-ils aller ? »

« Nous avions essayé de signer une convention avec le bailleur social, mais le projet est tombé à l'eau. Pour nous, cela ne fait aucun doute, Bourg Habitat va demander aux migrants de partir. Mais où vont-ils aller ? », interroge Rémy Garraud, porte-parole de Solidarité migrants. Pour le collectif, la question se pose. Et pas seulement à Bourg.



Le 6 juin dernier, Rémy Garraud et le collectif Solidarité migrants, étaient assignés en justice pour occupation illégale d'une maison vide. Photo Progrès/Catherine AULAZ

À quelques kilomètres de là, à Péronnas, une vingtaine d'autres migrants sont aussi visés, à la demande de la mairie, par un arrêté d'expulsion prononcé par la justice. « À la Grenouille bressane, ils ont jusqu'au 11 mai pour quitter les lieux », précise Rémy Garraud. Une évacuation que le collectif souhaite empêcher à tout prix, « pour éviter à tous ces gens de finir dans la rue ». Préoccupé

par les mouvements migratoires actuels à la frontière turque, Solidarité migrants tire la sonnette d'alarme et demande à la préfecture de prendre ses responsabilités. « Il faut absolument trouver des solutions d'hébergement pour tous ces gens », conclut Rémy Garraud. De son côté, la préfecture affirme que « les services de l'État examinent la situation de chacune de ces personnes,

au regard du droit au séjour sur le territoire national » et prévient que « les décisions de justice, en lien avec les propriétaires des deux bâtiments occupés, seront, dans tous les cas, mises en œuvre ». Les personnes ayant épuisé toutes les voies de recours à leur disposition se verront alors « proposer une solution d'hébergement provisoire en attendant la notification de leur obliga-

tion de quitter le territoire français ».

Py. R.

Le 21 mars, dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le collectif Solidarité sera présent sur le marché pour sensibiliser les Burgiens à leur action et à la question des mouvements migratoires actuels.

PÉRONNAS
17^{ème}
Salon des VINS
Samedi 14 mars de 10h à 20h
Dimanche 15 mars de 9h à 18h
Salle Marc Bernardin de Péronnas

Animation
Tombola

Entrée : 3€
avec le verre
de dégustation sérigraphié

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé

BOURG-EN-BRESSE Bouvent prêt pour l'ouverture de la pêche



L'alevinage s'est déroulé mercredi après-midi.
Photo Progrès/Robert MAS

Après les 400 kilos de carnassiers déversés, il y a une quinzaine de jours dans les eaux du plan d'eau de Bouvent, 120 kilos de truites maillées ont été déversés mercredi après-midi. L'opération s'est déroulée en cinq endroits différents du lac, sous le regard des nombreux promeneurs présents. En raison de cet alevinage, la pêche sera interdite sur le plan d'eau de Bouvent, jusqu'au samedi 14 mars, date de l'ouverture de la pêche à la truite prévue par la Fédération départementale de pêche de l'Ain.

ESPACE MENUISERIE
v. BigMat

OPÉRATION MENUISERIE EXTÉRIEURE

OFFRE DU 11 AU 21 MARS

Venez profiter des offres, renseignez-vous auprès de nos conseillers.

BigMat MAITRE
Norélan, 520 avenue de Parme
01000 BOURG EN BRESSE CEDEX
T. 04 74 32 91 97
bigmat.fr/maître/bourg-en-bresse/

DONNEZ VIE À VOS PROJETS

1 87 50 09 00

ALERTE INFO contactez le

Vous êtes témoin d'un événement, vous avez une info ?

0 800 07 68 43 Service & appel gratuits

ou par mail à LPRFILROUGE@leprogres.fr